



Conseil National des 11 et 12 décembre 2021

Résolution politique

1 L'approche de l'élection présidentielle crée une séquence de tension extrême où la
2 pression sera énorme et tous les moyens sont utilisés contre nous. Cette tension est
3 due à la combinaison d'une radicalisation politique, tant du côté du peuple que des
4 possédant·e·s, et de la résignation. Ce qu'on avait appelé « insurrection froide » lors
5 des précédentes élections intermédiaires augmente. En même temps, les premiers
6 frémissements d'adhésion active à la campagne se font sentir, avec en particulier un
7 soutien à l'Union Populaire, alors que le discours sur la division de la gauche
8 rencontre peu d'écho.

9 La constatation « si les quartiers populaires votent, JLM sera élu » est exacte mais
10 elle ne fait pas complètement avancer le débat. Elle risque d'être comprise comme
11 faisant reposer sur les militant·e·s la responsabilité ultime de l'issue, ce qui ne serait
12 pas juste. L'issue dépend avant tout des mouvements de conscience profonds dans
13 le peuple. Dans ce cadre, l'implication des militant·e·s du PG dans la campagne de
14 l'Union populaire est essentielle : collecte de parrainages, vente du programme,
15 caravane populaire, porte à porte, mais aussi organisation de réunions et initiatives
16 afin de présenter le programme. Nous sommes responsables de porter à la fois le
17 programme l'AEC et les options spécifiques du PG en termes de radicalité sur les
18 quatre plans : féminisme, écosocialisme, laïcité, internationalisme anti-impérialiste.

19 Nous nous mobilisons pour les faire connaître à travers nos propres canaux de
20 communication : la sortie prochaine en janvier d'un numéro de la revue du PG
21 « L'Intérêt général » consacré à la future Constituante et la sixième République en
22 sera un exemple concret.

23 Notre combat est aussi de faire face à l'extrême-droitisation du champ politique et
24 médiatique : reprise de propositions y compris par des candidat·e·s censé·e·s être
25 de gauche, diffusion de la théorie du grand remplacement, falsification de l'histoire,
26 attaques fascistes régulières contre la gauche en France ou en Italie, remise en
27 cause de l'indépendance de la justice et des droits des femmes par le gouvernement
28 polonais, menaces contre des représentants de LFI, un terrorisme d'extrême droite
29 ... Cette mouvance dûment portée par un certain capitalisme familial « à la française
30 » ne porte aucune alternative sociale et désigne l'autre, immigré·e ou réfugié·e,
31 comme bouc émissaire afin de détourner le regard des citoyen·ne·s sur les inégalités
32 et la misère grandissante.

33 La propulsion de la candidature Zemmour, le Drumont de notre époque, par les
34 médias du capital est principalement une opération marketing grâce à laquelle
35 Macron veut fracturer, et la droite (en miroir de l'opération 2017 en direction du PS),
36 et l'extrême-droite. Nous ne nous y trompons pas et nous restons fermes sur le
37 principe de laïcité et le refus de tout racisme. Nous sommes présent·e·s sur le terrain

38 du combat contre l'extrême droite, en nous focalisant sur des modalités concrètes à
39 l'intérieur de fronts larges pour démontrer en pratique qu'elle n'est pas dominante. En
40 effet, nous pensons au contraire que la créolisation de notre société est à la fois un
41 fait vécu et admis par beaucoup, et une richesse qui ancre profondément notre pays
42 dans la modernité et dans un idéal de fraternité universelle.

43 La dégradation de la situation sanitaire avec l'arrivée d'une cinquième vague va
44 encore aggraver la coercition sous toutes ses formes. Conséquence immédiate :
45 nous ne savons pas actuellement les conditions dans lesquelles se dérouleront les
46 élections présidentielle et législatives ! Nous savons par contre qu'une campagne qui
47 ne se ferait « qu'en visio » nous empêcherait d'entrer en contact avec le peuple, les
48 abstentionnistes et dégoûté·e·s. Nous serons donc extrêmement réactif·ve·s quant
49 aux conséquences de cette situation de contrôle que le gouvernement ne manquera
50 pas de renforcer. La gabegie dans l'organisation de la dose de rappel du vaccin, est
51 une démonstration supplémentaire de la volonté de contrôle social du gouvernement.
52 Du jour au lendemain, il impose la dose de rappel sans avoir rien organisé : c'est le
53 parcours du combattant pour prendre un rendez-vous. Nous demandons la
54 réouverture des centres de vaccination.

55 Les violences sexuelles et sexistes constituent une question politique importante. Le
56 Parti de Gauche s'associe aux initiatives et appels visant à faire la lumière et à
57 protéger les victimes. Le Parti a constitué une commission spécifique et a organisé
58 pendant ce Conseil National des 11 et 12 décembre 2021 une formation et un
59 échange sur les violences sexuelles et sexistes. L'objectif étant de former nos
60 militant·e·s et de politiser cette question majeure dans notre société.

61 **1 Cherté de la vie, chômage, services publics : urgence sociale**

62 L'hiver approche et la misère s'accroît. Les inégalités atteignent des sommets, il y a
63 dix millions de personnes sous le seuil de pauvreté et huit millions ont besoin d'aide
64 alimentaire mais notre actuel président vante les réussites de sa politique en matière
65 sociale. Seul Jean-Luc Mélenchon rétablit publiquement la réalité des faits. Face à
66 l'inexorable montée des prix qui rend la vie des classes populaires encore plus
67 difficile, son gouvernement propose un cache-misère de 100 € alors qu'il faudrait que
68 le SMIC soit à 1 800 € brut, soit 1 400 € net pour vivre dignement de son travail, qu'il
69 faut cesser le gel du point d'indice, augmenter les minimas sociaux, etc. Aucune
70 bifurcation écologique ne pourra avoir lieu si les gens comptent le moindre sou pour
71 pouvoir survivre, ils seront toujours contraints d'aller «au moins cher immédiatement»
72 sans pouvoir se préoccuper du long terme. La réduction du temps de travail, produire
73 moins et mieux, seront nécessaires à l'humanité et à la nature. Proposer le retour
74 aux 35 heures effectives, la retraite à 60 ans, est écosocialiste et vital.

75 La tendance inflationniste internationale risque de se répercuter sur d'autres
76 produits. Elle est due à la pénurie de matières premières, à la désorganisation des
77 circuits économiques internationaux, au rebond de la demande mais aussi à
78 l'injection d'énormes masses monétaires dans la circulation par les banques
79 centrales pour parer à la crise économique depuis 2008. Face aux contradictions
80 internes du capitalisme et au caractère fini des ressources environnementales, ce
81 n'est pas une planification à la Bayrou qui suffira. Il faudrait des mesures de blocage
82 des prix, un alignement des salaires sur l'inflation, un plan de sauvetage de nos
83 agriculteur·trice·s qui n'arrivent même pas à se payer un salaire minimum, la

84 socialisation sous contrôle démocratique de l'eau, du gaz et de l'électricité, le
85 recentrage et la relocalisation des modes de production et de consommation sur les
86 besoins sociaux grâce à une planification écologique.

87 La crise sanitaire a fortement contribué à accélérer une insécurité alimentaire déjà
88 présente au quotidien des plus précaires. Baisse des ressources assortie à la hausse
89 des dépenses ne font pas bon ménage au sein des foyers : fermeture des cantines
90 scolaires, augmentation des dépenses d'électricité, du gaz, du prix de l'essence.
91 Trois ans pile après la naissance des Gilets Jaunes en novembre 2018, en réaction à
92 la hausse du prix des carburants, ils sont de retour sur les ronds-points et dans les
93 manifestations. En effet, les plus pauvres souffrent alors que les plus riches
94 continuent impunément à exiler leur fortune indécentement exponentielle dans les
95 paradis fiscaux. Les longues files d'attente d'étudiant·e·s devant les associations
96 pour pouvoir manger sont d'une tristesse infinie et serrent le cœur devant la détresse
97 de notre jeunesse. Les suicides d'étudiant·e·s et d'agriculteur·trice·s en nombre sont
98 insupportables.

99 À part de ce 1er décembre, les indemnités de plus d'un million de personnes en
100 recherche d'emploi vont s'effondrer avec la réforme Macron de l'assurance
101 chômage : 6 mois de travail sur 24 mois au lieu de 4 actuellement seront nécessaires
102 pour ouvrir droit à des indemnités. De plus, elles seront diminuées par un salaire
103 journalier de référence calculé en ajoutant les périodes chômées aux périodes
104 travaillées. Macron rend les chômeur·euse·s responsables de leur situation.

105 Alors que nous attaquons ce que le gouvernement appelle la 5^e vague du COVID,
106 tous les voyants sont au rouge dans les services hospitaliers. Écœuré·e·s par le
107 manque de moyens, les conditions de travail, et le principe de l'hôpital usine, nos
108 soignant·e·s quittent en masse nos établissements publics. Nous devons prendre
109 toute notre place dans la bataille pour le développement de notre système hospitalier
110 public. Cette situation doit être dénoncée sans cesse comme signe évident de la
111 volonté des dirigeant·e·s de casser les acquis du CNR et toute résistance populaire.

112 Cette situation a trouvé son paroxysme en Guadeloupe : la mobilisation contre le
113 passe sanitaire débutée le 17 juillet a su fédérer syndicats et associations. Alors que
114 Macron et son ministre de l'Intérieur faisaient le choix de la répression violente en
115 envoyant des nombreux CRS et le GIGN, ce collectif d'une trentaine d'organisations
116 a porté le 12 novembre une liste de 32 revendications parmi lesquelles on retrouve
117 l'augmentation des salaires, pensions, minima sociaux et allocations chômage pour
118 compenser la cherté de la vie et l'inflation, un plan d'embauches massives dans
119 l'ensemble des fonctions publiques, un plan d'urgence pour l'accès à l'eau potable,
120 etc. Face à l'autoritarisme du passe sanitaire et de la répression policière, le peuple
121 s'est fédéré autour de revendications sociales et économiques populaires.

122 Mayotte est un département en état d'urgence permanent où les services sociaux ne
123 sont pas assurés mais où les expulsions y compris de mineur·e·s non
124 accompagné·e·s vont bon train en toute illégalité.

125 Le gouvernement français renie sa parole de ne pas organiser le troisième
126 référendum en Nouvelle Calédonie avant l'élection présidentielle française et entend
127 passer en force en l'organisant le 12 décembre contre l'avis de l'ensemble des partis

128 politiques kanak. Le gouvernement Macron n'écoute que la droite et l'extrême droite
129 locale quitte à conduire le pays vers la révolte civile et la violence.

130 En métropole comme en Outre-Mer, l'Éducation nationale est la cible des attaques
131 de Macron et de son ministre Blanquer. Ce dernier, au lieu de mettre des moyens
132 pour protéger les élèves et les personnels, avec des tests massifs, des purificateurs
133 d'air dans les classes et des diminutions d'élèves par classe, poursuit la
134 transformation de l'École publique en entreprise par l'auto-évaluation à tout va. Cette
135 pratique managériale inspirée par les cercles de qualité du toyotisme donne
136 l'apparence d'une situation de bien-être des personnels mais casse tous les collectifs
137 de travail. Les différents projets locaux d'évaluation des établissements scolaires
138 accentuent la territorialisation de l'école publique vers plus d'autonomie locale déjà
139 amorcée avec la destruction du baccalauréat national républicain.

140 Cependant la lutte paye : les mobilisations contre Amazon ont empêché l'installation
141 de deux nouveaux entrepôts. La lutte des travailleur·euse·s des plateformes a trouvé
142 son débouché dans une directive européenne. Enfin, un site de Ferropem a pu être
143 sauvé.

144 La pauvreté est une pandémie qui ronge le pays. La destruction progressive des
145 services public de santé, d'éducation et des services de proximité achèvent de
146 déstructurer la société française. Notre deuxième impératif de communication porte
147 donc sur nos propositions en matière de disparition de la pauvreté et sur la
148 reconstruction des services publics.

149 **2 Cop 26 et relance du nucléaire : urgence écologique**

150 L'adoption de l'accord de la COP26 aura épargné la farce qui avait suivi l'accord de
151 Paris de 2015 avec les embrassades-congratulations de Fabius, Hollande et
152 consorts. Les articles devaient en principe être respectés de façon contraignante par
153 les parties signataires, sans contrainte ni sanction ni la clé. L'Accord de Paris n'était
154 donc contraignant qu'en théorie : il ouvrait en grand la porte au business dans la
155 droite ligne de la LPAA (Plan d'Actions Lima-Paris) de 2014.

156 La mystification de Paris 2015 n'aura pas résisté aux analyses récentes du GIEC :
157 l'influence humaine et du mode de production sur le climat est un fait établi et
158 indiscutable. Le changement climatique est sans précédent et plus rapide : des
159 points de basculement aux conséquences imprévisibles risquent d'être atteints. C'est
160 l'ère du capitalocène comme souligné dans nos 26 thèses pour l'écocialisme.

161 La déclaration finale de Glasgow reflète le cynisme des pays riches avec des
162 discours pleins d'empathie devant les caméras, mais jouant une tout autre musique
163 derrière les portes closes.

164 Le cas Macron est édifiant : un discours d'autosatisfaction, et moraliste aux autres
165 États, malgré une condamnation de la France à deux reprises sous son mandat pour
166 son inaction climatique et un soutien gouvernemental à Total dans l'accaparement du
167 pétrole ougandais et du gaz de l'Arctique.

168 La COP 26 n'a débouché sur aucune mesure contraignante à la hauteur des défis.
169 Au lieu de mettre en place de politiques publiques fortes, la COP26 a déroulé le tapis

170 rouge aux patrons des multinationales et célébré le recours au mécénat privé plutôt.
171 Une fois de plus, les plus vulnérables et les plus pauvres seront sacrifié·e·s. Cela
172 compromet radicalement un avenir désirable pour l'espèce humaine sur cette planète
173 (trajectoire sur un réchauffement de 2,7° C au mieux).

174 Deux changements importants sont notables. Des progrès dans la structuration de la
175 prise de conscience (le camouflage des réalités et informations n'est plus possible) et
176 d'autre part un tournant majeur dans les stratégies du capital vers une stratégie
177 d'exploitation des enjeux climatiques, énergie et alimentation peu chères restant
178 essentielles à l'accumulation. La réallocation du capital se fait sur trois axes :
179 l'opacification (transfert des activités les plus polluantes à des entreprises non
180 régulées), le renforcement du marché fonctionnel des crédits carbone, avec les
181 fonctions de marché spéculatif et d'outil de contrôle des pays pauvres, enfin la
182 propulsion de partenariats public-privé pour l'innovation.

183 L'échec de la COP 26 est à mettre en parallèle avec le rapport du RTE sur les
184 scénarios énergétiques de la France à 2050 et les déclarations de Macron sur la
185 construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Le nucléaire civil et militaire est bien
186 l'un des plus grands périls pour notre planète. Mais le lobby nucléaire impose sa loi
187 du silence sur les risques d'exploitation des centrales, la sous-traitance coupable des
188 activités les plus dangereuses pour la santé humaine, le stockage des déchets
189 radioactifs sans pouvoir les rendre inoffensifs avec une durée de vie de plusieurs
190 milliers d'années. Le démantèlement des vieilles centrales pose des problèmes
191 techniques non résolus ; le gigantisme de la technologie EPR mal maîtrisée conduit à
192 des surcoûts énormes, le Parti de Gauche réaffirme son opposition au projet EPR et
193 demande son abandon. Nous exigeons l'organisation d'un débat public avant toute
194 décision en matière de politique énergétique.

195 La bifurcation écologique peut seule permettre la préservation de notre écosystème,
196 pour que la vie humaine, animale et végétale se poursuive sur la seule planète dont
197 nous disposons. Depuis dix ans, le Parti de Gauche porte cette démarche comme
198 alternative contemporaine au capitalisme mortifère qui risque de liquider des dizaines
199 de millions de vies. Avoir une expression claire sur les questions énergétiques,
200 climatiques et de biodiversité est notre troisième impératif de communication (après
201 celui sur la Constituante et la sixième République) pour la période qui vient.

202 **3 Désordre mondial : urgence pour la paix dans le monde**

203 De Calais à la frontière polono-biélorusse, on constate les mêmes spectacles de
204 migrants dans la souffrance et le péril mortel. 27 réfugié·e·s ont encore trouvé la mort
205 récemment sur leur bateau de fortune en tentant de traverser la Manche. Ici comme
206 ailleurs, les mêmes dénis de droit, alors que des traités et conventions
207 internationales sont censés garantir aux réfugié·e·s un accueil humain. La
208 Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugié·e·s, ratifiée par la
209 Pologne et la Biélorussie, interdit notamment le refoulement pratiqué par les
210 gouvernements de ces pays. Partout, les organisations humanitaires sont
211 méthodiquement empêchées d'accéder aux réfugié·e·s, entravées dans leur action,
212 voire directement menacées. Nous condamnons donc l'attitude du gouvernement
213 biélorusse qui instrumentalise cyniquement les réfugié·e·s pour faire pression sur la
214 Pologne et l'UE, la construction de murs partout dans la partie est de l'UE, et
215 singulièrement celle en cours à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, la

216 politique du gouvernement français envers les migrant·e·s de Calais. L'inhumanité
217 est devenue la règle pour les forces de police qui, sciemment et méthodiquement,
218 privent les réfugié·e·s d'accès à l'eau potable et d'abris contre le froid et les
219 intempéries. Le Parti de Gauche appelle au respect des droits inaliénables des
220 réfugié·e·s à être accueilli·e·s, secouru·e·s, mis·es en sécurité et exige la
221 dénonciation des accords du Touquet qui ont fait de la France « le garde-frontière »
222 de la Grande Bretagne. Dans la pratique nous sommes pour l'ouverture de couloirs
223 humanitaires pour celles et ceux qui veulent rejoindre ce pays.

224 Erdogan, quant à lui, exerce un chantage à l'UE pour garder sur son territoire les
225 réfugié·e·s et d'ouvrir ses frontières. Il continue par ailleurs à museler et à jeter en
226 prison les Kurdes qu'il assimile à des terroristes. La France est impuissante face à ce
227 chantage et aux manigances militaires d'Erdogan.

228 Les mobilisations internationales contre le passe sanitaire se multiplient : à Rome, en
229 Croatie, en Belgique, de grosses mobilisations se sont déroulées le 21 novembre
230 contre le passe. À Rotterdam, la police tire à balles réelles sur les manifestant·e·s,
231 faisant sept blessé·e·s. La répression s'accélère dans les pays de l'Union
232 européenne.

233 Nous dénonçons les compromissions de Macron avec les Emirats arabes unis :
234 acceptation de la nomination du général AhmedNaser Al-Raisi comme président
235 d'Interpol et vente d'avions et hélicoptères.

236 L'obstination dans l'erreur, dont fait preuve le gouvernement français en Nouvelle-
237 Calédonie, se retrouve en Afrique où la présence militaire française dans la sous-
238 région est devenue insupportable pour la population burkinabé en particulier, qui en
239 vient à bloquer pendant plusieurs jours des colonnes de véhicules militaires français
240 en route vers le Niger. Mais à quoi peut bien servir une armée suréquipée mais
241 incapable de faire reculer le djihadisme puisse qu'elle se contente de rechercher
242 quelques chefs supposés plutôt que de former et d'équiper l'armée nationale et de
243 l'aider dans le combat pour la protection des paysan·ne·s ? Il en va d'ailleurs de
244 même des forces armées internationales sous mandat de l'ONU qui passent 70 % de
245 leur temps à s'auto-protéger. Il est grand temps de changer de politique
246 d'intervention militaire à l'étranger et de cesser d'éteindre des incendies que les
247 gouvernements français successifs ont eux-mêmes causés.

248 De façon générale, il convient que notre parti, écosocialiste et internationaliste,
249 contribue à réinterroger la position française de puissance. Il n'est plus possible de
250 continuer à soutenir une position qui fait écho à un monde westphalien (c'est-à-dire
251 dans le cadre du traité de Westphalie de 1648 par lequel l'ordre international des
252 États fut déterminé par les fonctions régaliennes des États et leurs frontières) et une
253 notion de puissance (militaire) qui ne correspond plus à la réalité des relations
254 internationales actuelles et aux défis globaux qui doivent tous nous mobiliser. Ce
255 n'est pas à nous de continuer à défendre un (dés)ordre mondial inégal, impérial et
256 injuste ni les intérêts de l'oligarchie capitaliste. Le Parti de Gauche entreprend de ce
257 fait une réflexion sur l'arme nucléaire et sur les ventes d'armes à l'étranger.

258 Ce qui se passe en Inde est porteur de perspectives et d'espoir. En effet, après avoir
259 connu la plus grande grève générale de l'histoire de l'humanité en janvier dernier, et
260 un an de mobilisations de 300 millions d'indiennes et d'indiens, en majorité des

261 paysan·ne·s, le gouvernement Modi recule et décide d'abroger ses trois lois ultra-
262 libérales de réformes agricoles.

263 En République bolivarienne du Venezuela, les élections locales et nationales (4
264 scrutins) du 21 novembre ont été contrôlées par plus de 200 délégations étrangères
265 dont celle du PG. L'opposition au président Maduro avait boycotté les dernières
266 élections, contestant ainsi la démocratie. Cette fois-ci le pouvoir a organisé sous le
267 contrôle du Conseil National des Élections et de l'opposition, 14 audits pour valider le
268 nouveau processus électoral. La droite n'a gagné que trois provinces, la très grande
269 majorité revenant au PSUV. C'est une victoire démocratique pour ce pays (malgré un
270 taux d'abstention élevé de 59 %) qui vit sous un embargo cruel qui le coupe de
271 toutes relations commerciales avec le reste du monde. L'opposition de droite a
272 déclaré qu'elle était satisfaite « de la normalisation démocratique en cours », ce qui
273 n'a pas empêché l'UE de dire qu'il y avait encore des déficits démocratiques.

274 Au même moment se déroulaient, au Chili, les élections présidentielle et législatives
275 ainsi que de la moitié du Sénat. Une élection dans un contexte historique, deux ans
276 après les grandes manifestations dans tout le pays qui ont forcé le président de
277 droite Piñera à déclencher un processus constituant qui est en cours. Le candidat de
278 l'insoumission chilienne : Gabriel Boric du « PactoAprueboDignidad » s'est qualifié
279 pour le second tour. Face à lui, il aura le candidat de l'extrême droite José Antonio
280 Kast qui se définit comme nostalgique et héritier de la dictature du Pinochet. Le 19
281 décembre, jour du deuxième tour, le peuple chilien devra choisir entre le candidat
282 pour un changement social, écologique et démocratique ou le retour aux années
283 noires de l'ère Pinochet. Plus que jamais au Chili, l'avenir du pays se joue entre
284 « socialisme ou barbarie ».

285 En Amérique Centrale, Daniel Ortega a été réélu comme prévu au Nicaragua à
286 l'occasion de la farce électorale du 7 novembre marquée par une abstention massive
287 et une absence de toute véritable opposition, les principaux·alesdirigeant·e·s de
288 celle-ci et des mouvements sociaux étant emprisonné·e·s ou en exil. Par contre, un
289 espoir pour le camp progressiste s'ouvre au Honduras avec la victoire à l'élection
290 présidentielle du 28 novembre de Xiomara Castro du parti Libre, dont le mari Manuel
291 Zelaya avait été renversé par un coup d'État en 2009.

292 Quant aux révolutions citoyennes comme celle en cours depuis un an au Soudan,
293 force est de constater qu'elle est trahie par la communauté internationale qui se
294 contente d'un retour au pouvoir d'un civil premier ministre fantoche pour redonner
295 son soutien au régime répressif en place. Il y a urgence à reconstituer une
296 Internationale progressiste et écosocialiste, le Parti de Gauche y travaille.

297 **Conclusion.**

298 Face à des médias soumis au capital mais aussi face à une partie de l'opinion
299 publique qui s'est laissé infiltrer par les idées malsaines de l'extrême-droite, nous
300 avons un rôle important à jouer dans la bataille idéologique et culturelle qui a pour
301 l'instant tourné à l'avantage de nos adversaires politiques. Différentes études
302 montrent a contrario une large adhésion aux propositions de l'Avenir en commun et
303 une poussée des marqueurs de gauche. Nous avons un programme et un candidat à
304 l'élection présidentielle et nous en aurons aux législatives. À nous, militant·e·s du
305 PG, de savoir adapter le discours programmatique aux préoccupations des

306 citoyen·ne·s et à rendre compréhensibles, claires et attrayantes nos propositions.
307 Nos instances ont été renouvelées et elles portent une nouvelle dynamique
308 démocratique. Nous avons les compétences et les volontés à l'intérieur du parti pour
309 prétendre jouer à nouveau le rôle d'éclaireur qui nous revient en proposant des axes
310 et des campagnes politiques sur tous les terrains et réseaux sociaux. En nous
311 structurant comme force agissante contre la société de contrôle et d'inégalités que la
312 phase actuelle du capitalisme met en place et pour qu'advienne une alternative : la
313 sixième République écosocialiste et laïque.